

Tribune libre

Communiqué du BN du POI (11 septembre)

7 septembre : trois millions de travailleurs font grève et manifestent contre le projet de loi sur les retraites.

10 septembre : l'Assemblée nationale vote l'article 5 du projet de loi, qui porte à 62 ans et 67 ans le droit au départ à la retraite et le droit de départ à la retraite à taux plein !

En trois jours, au mépris de toute démocratie, au mépris de l'exigence du retrait de la réforme, l'Assemblée nationale s'arroge le pouvoir de tenter de porter un coup majeur aux conditions d'existence de millions de salariés !

- Une Assemblée nationale aux ordres, qui, dans le cadre de la Ve République, n'a d'autre pouvoir que d'exécuter les exigences du président de la République, lui-même aux ordres de l'Union européenne et des institutions du capital international ;
- Une Assemblée nationale dont 90 % du travail consiste à transcrire les directives européennes ;
- Une Assemblée nationale qui, comme l'a déclaré un député UMP ce 9 septembre, vote cette contre-réforme parce qu'« elle nous permet de conserver la signature de la France auprès des agences de notation » ;
- Une Assemblée nationale aux ordres de ceux qui spéculent, détruisent les emplois, privatisent et pillent le pays ;
- Une Assemblée nationale qui met en application la décision prise dès 2002 au sommet européen de Barcelone, avec la participation de Chirac et Jospin, d'augmenter dans toute l'Europe de 5 ans l'âge de départ à la retraite.

Cette Assemblée Nationale croupion, sans autre pouvoir que d'appliquer les diktats des agences de notation, c'est-à-dire de la classe capitaliste, n'a rien à voir avec la démocratie. Elle n'a aucune légitimité. A l'origine des coups majeurs portés contre la classe ouvrière, on trouve la soumission totale aux exigences des grands groupes capitalistes et de leurs actionnaires, avides de profits et de dividendes. Le capital financier a obtenu du gouvernement le renflouement de ses pertes dans la spéculation et la crise de 2007-2008, poussant les Etats sur la voie d'un nouvel et gigantesque endettement. Aujourd'hui, il exige de baisser encore plus le « *coût du travail* » par la précarité, l'austérité salariale, la réduction des effectifs de la fonction publique, les délocalisations et destructions massives d'emplois, l'attaque contre les retraites et la privatisation de la protection sociale, créant une situation où les travailleurs et les jeunes se posent chaque jour davantage la question : où est l'issue ? Pour l'heure, pour tous, la première des questions est l'unité d'action pour le retrait du projet Sarkozy, projet ni amendable ni négociable.

Mais la vérité doit être dite. Cette prétendue Assemblée nationale n'aurait certainement pas pu se livrer à ce véritable forfait si les députés du Parti socialiste, du Parti communiste et du Parti de gauche qui y siègent n'avaient pas offert leur concours à cette parodie de « débat » parlementaire. Qu'ont-ils dit à l'Assemblée nationale ? Travailleurs, vous avez le droit de savoir.

Quand des millions de salariés exigent, le 7 septembre, « *Retrait du plan sur les retraites* », Jean- Marc Ayrault, président du groupe socialiste, déclare à l'Assemblée : « *Ce matin, deux projets sont en présence et la bataille va continuer projet contre projet.* » Quelle « *bataille projet contre projet* » ? Y a-t-il bataille quand le résultat est connu d'avance ? Membre du même groupe, le député Gaétan Gorce déclare à l'intention de l'UMP : « *En 2003, vous avez travaillé sur la notion d'un allongement de la durée de cotisation, ce que nous acceptons aujourd'hui comme une base de travail normale.* » Base de travail normale, l'allongement de la durée de cotisation ? Les travailleurs n'ont-ils pas suffisamment cotisé ? Il faut bien constater que ces

interventions et amendements du Parti socialiste tournent le dos à l'exigence massive du retrait. Quand le 7 septembre, les manifestants scandent : « *Ni amendable ni négociable* », Marie-George Buffet, au nom du groupe communiste, déclare en direction du gouvernement : « *Arrêtez de répéter qu'il n'y a pas d'autres solutions que votre réforme. Les députés du Parti communiste et du Parti de gauche en proposent : acceptez d'en débattre.* » Qui peut croire que l'enjeu de la situation, ce 10 septembre, c'est que le gouvernement accepte de débattre dans une Assemblée nationale privée de tout pouvoir ? Les députés du Parti communiste et du Parti de gauche veulent « *obtenir le plus rapidement possible le retrait de votre texte* » et « *proposer, le moment venu, une véritable alternative pour mettre en œuvre un projet de rupture avec la politique qui est la vôtre* », déclare son collègue Marc Dolez. Le plus rapidement possible ? Le moment venu ? Si les mots ont un sens, cela veut dire attendre 2012. Ce n'est rien d'autre que ce qu'a déclaré Ségolène Royal la veille à la télévision. C'est maintenant, c'est tout de suite que les travailleurs veulent faire reculer par leur mobilisation, par la lutte de classe, le gouvernement aux ordres des agences de notation. Le seul enjeu, c'est le retrait.

Quelle est la signification de ces discours et prétendus débats, apparences de polémique dans une enceinte « *parlementaire* » dans laquelle, chacun le sait, tout est joué par avance ?

Soyons clairs. En cautionnant cette sinistre comédie, les partis qui prétendent défendre la classe ouvrière et la démocratie prennent la responsabilité — parce qu'ils respectent le cadre fixé par l'Union européenne—de tourner le dos au mandat des millions de grévistes et manifestants du 7 septembre, de fournir au gouvernement la légitimité inespérée qui lui fait défaut.

Le Parti ouvrier indépendant combat pour la reconquête de la démocratie politique. Reconquérir la démocratie politique, ce n'est pas attendre 2012 pour une « *alternance* » sous contrôle de l'Union européenne. C'est, tout de suite, combattre pour la rupture avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Union européenne, institutions au seul service de la classe capitaliste engagée dans une offensive sans précédent contre la force de travail, contre la jeunesse et les travailleurs des villes et des campagnes.

Reconquête de la démocratie qui aujourd'hui, sur le terrain même de la lutte de classe, se concentre dans la réalisation de l'unité, travailleurs et organisations, sur l'exigence commune : la contre-réforme des retraites doit être immédiatement retirée.

Rejoignez le Parti ouvrier indépendant !

(mise en page réalisée par le site Internet)